

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines

Arrêté de mise en demeure n° 2016.38635
concernant la société MCEI pour les installations exploitées à Achères

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2014 autorisant la société MCEI à exploiter rue de Seine, lieu-dit « la Croix d'Achères » à Achères une installation de démontage et découpage de navires fluviaux hors d'usage ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 avril 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de contrôle du 1^{er} mars 2016;

Vu le courrier de l'exploitant reçu le 20 mai 2016 ;

Considérant que délai supplémentaire d'un mois est accordé à l'exploitant ;

Considérant que l'inspection a constaté la présence de boues et d'hydrocarbures sur la dalle béton et dans la fosse de décantation du séparateur décanteur d'hydrocarbures, d'un moteur de bateaux et d'un stock de bidons de solvants usagés;

Considérant qu'un départ d'incendie a eu lieu sur le site en janvier 2016 ;

Considérant que cet incident n'a pas été communiqué à l'inspection et que l'exploitant n'a pas réalisé de rapport d'incident précisant les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en application la procédure d'acceptation des véhicules fluviaux hors d'usage sur son site en refusant systématiquement les bateaux non dépollués ;

Considérant que l'inspection a constaté la présence de déchets entreposés dans des conditions tels qu'ils présentent un risque de pollutions des eaux superficiels en cas de lessivage par les eaux météoriques ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 2.2.1, 2.4.1, 5.1.6 et 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2014;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MCEI de respecter les prescriptions des articles susvisés de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2014, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société M.C.E.I., dont le siège social est 13 rue Jean Giono à Pontcharra sur Turdine (69490), exploitant une installation de démantèlement de navires fluviaux hors d'usage rue de Seine, lieu-dit « La Croix d'Achères » à Achères, est **mise en demeure** à compter de la notification du présent arrêté de satisfaire, **dans un délai maximum de trois mois**, aux prescriptions des articles suivants de l'arrêté d'autorisation du 21 octobre 2014 :

- **2.2.1 : Propreté** (en nettoyant la dalle, curant la fosse de décantation et en stockant correctement les déchets avant leur évacuation)
- **2.4.1 : Déclaration et rapport** (en réalisant un rapport suite à l'incident de janvier 2016 et en proposant des mesures de prévention pour éviter un événement similaire)
- **5.1.6 Dépollution, désamiantage, découpage** (en mettant en application la procédure d'acceptation des véhicules fluviaux hors d'usage sur son site et en refusant systématiquement les bateaux non dépollués)
- **5.1.9 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets** (en stockant les déchets sur rétentions)

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.


Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société MCEI, et publié au recueil des actes administratifs du département.
Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
 - sous-préfet de Saint Germain en Laye,
 - maire de la commune d'Achères,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
 - directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Versailles, le **13 JUIN 2016**
Le Préfet ,


Pour le Préfet, en délégation,
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES